

IGOV 2020

L'ICANN

Auteurs :

*Denis COTOI
Fabien MANSON
Alexandre MAZARS*

Encadrant :

Meryem MARZOUKY

Table des matières

Introduction	2
Partie 1 : Historique et débuts de l'ICANN.....	4
Partie 2 : Attribution de domaine et conflits	6
Partie 3 : Une gouvernance qui divise	8
Partie 4 : l'antenne française de l'ICANN : l'AFNIC	9
Conclusion.....	12
Bibliographie	13

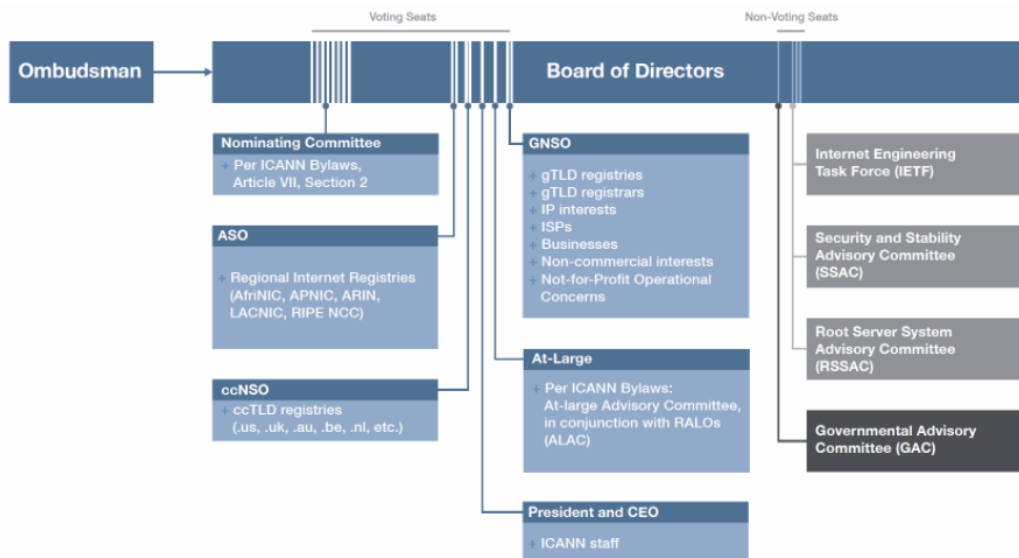
Introduction

L'ICANN ou la société pour l'attribution des noms de domaines et des numéros sur internet (Internet Corporation for Assigned Names and Number en anglais) est une société à but non-lucratif créée le 18 septembre 1998, qui dispose d'une autorité de régulation sur internet. Cette société de droit californien a pour principales missions d'administrer les ressources numériques d'internet, telles que l'adressage IP et les noms de domaines de premier niveau, aussi connus sur l'abréviation TLD (Top-Level Domain), ainsi que de coordonner les acteurs techniques.

Pour détailler un peu plus, le rôle principal de l'ICANN est d'allouer l'espace des adresses de protocole Internet, d'attribuer les identificateurs de ce protocole, de gérer le système de noms de domaine de premier niveau, comme nous l'avons dit juste avant, génériques et nationaux et d'assurer les fonctions de gestion du système de serveurs racines DNS (Domain Name System). La totalité de ces services étaient initialement assurés dans le cadre d'un contrat avec le gouvernement fédéral américain par l'IANA (Internet Assigned Number Authority) ainsi que d'autres organismes. En présent, la totalité des fonctions de l'IANA sont assumées par l'ICANN.

Depuis sa création jusqu'à présent, l'ICANN a été organisée en tant que société à but non-lucratif « for charitable and public purposes » (pour la charité et des buts publics) sous la tutelle de California Nonprofit Public Benefit Corporation Law. Le siège principal de l'ICANN se trouve à Playa Vista en Californie aux Etats-Unis, et la société est dirigée par un conseil d'administration composé de seize membres qui ont le pouvoir de voter les décisions majeures de l'organisation et cinq membres qui ont le rôle de consultants et n'ont en conséquence pas de droit de vote. En plus de ces membres, la société est aussi dotée d'un médiateur. Le rôle du médiateur, poste occupé par Herb Waye depuis 2016, est d'agir à titre d'administrateur de règlement de différends (Alternative Dispute Resolution).

Depuis 2016, année très marquante pour la société, celle-ci est dirigée par Goran Marby qui est de nationalité suédoise et qui détenait avant la position de Directeur à l'autorité suédoise des postes et télécommunications. Nous allons voir en détail l'organisation de l'ICANN. Toutes ces informations sont présentées dans la figure ci-dessous et expliquées ci-après.



L'ICANN compte actuellement autour de 350 employés, et l'organisation de cette société est bien particulière. Tout d'abord, l'ICANN compte trois organisations qui jouent le rôle de support, chacune à la tête d'un des domaines clé de l'ICANN : la GNSO (Generic Names Supporting Organization) responsable des politiques en ce qui concerne les gTLDs, la ccNSO (Country Code Name Supporting Organization) responsable des politiques en ce qui concerne les ccTLDs et l'ASO (Address Supporting Organization) qui se charge des politiques concernant l'adressage IP. Ainsi, pour accroître le nombre de décisions du type bottom-up, c'est-à-dire qui proviennent des niveaux inférieurs de l'organisation, la société est soutenue par ce qu'on appelle une At-large Community, sous la forme d'un réseau mondial, capable de s'organiser et de se soutenir tout seul, sans aucune intervention extérieure. Aujourd'hui, plus de 130 structures At-large existent au sein des cinq zones géographiques visées par l'ICANN et cela a permis à la société de diminuer le monopole qui était lorsqu'on parle du monde des noms de domaines génériques. Les intérêts des parties prenantes de l'ICANN qui ne font pas partie des organisations support de l'ICANN sont représentés par des comités consultatifs. A ces groupes-là, l'ICANN demande de faire des propositions sur de questions bien précises, et n'ont pas de pouvoir direct dans les décisions prises par l'ICANN.

Un individu ou une entité légale souhaitant enregistrer un nom de domaine de premier niveau (qu'on appelle aussi gTLD) ne s'adresse pas directement à l'ICANN mais prend contact avec un bureau d'enregistrement aussi appelé registraire accrédité par l'ICANN. Il existe plusieurs centaines de ces bureaux d'enregistrement accrédités à travers le monde. Concernant les registraires, toute entité qui souhaite offrir des services d'enregistrement de nom de domaine sous des gTLD avec un accès direct aux registres gTLD se trouve dans l'obligation d'obtenir une autorisation préalable de la part de l'ICANN.

Partie 1 : Historique et débuts de l'ICANN

Même si l'ICANN opère sous le statut d'organisation à but non lucratif, son influence est mondiale, et son autorité couvre tout utilisateur d'internet dans le monde. En regardant les statuts d'origine, qui datent de 1998, on peut effectivement voir la difficulté que cette organisation a rencontrée, depuis sa création, mais aussi à quel point il était nécessaire de la créer. L'objectif de cette organisation a toujours été de faire le maximum pour maintenir la transparence et le caractère international de celle-ci. L'article III, section 1 de la charte de fonctionnement de l'ICANN commence par dire que l'ICANN et ses entités vont toujours opérer autant que possible de manière ouverte, transparente et en concordance avec des procédures conçues pour assurer la justice et l'égalité. L'ICANN a encouragé depuis le début toute entité souhaitant faire partie de ce système permettant de gérer les noms de domaines et encore d'autres régulations sur internet, le but étant toujours présenté comme étant celui de maximiser les échanges via les réseaux.

Les débuts de l'internet ont été marqués par une période de transition entre l'analogique et le numérique. Dans les années '70, le professeur Jon Postel, qui est considéré comme l'un des pionniers de l'internet. C'est lui qui a décidé de recenser et d'allouer les adresses IP selon des critères d'ordre géographique. Il maintient ce système notamment au moyen de normes techniques regroupées au sein de documents intitulés RFC (Requests For Comments), ce qui donne naissance, ensemble avec les personnes ayant créé ces documents, à l'entité légale appelée IANA (Internet Assigned Numbers Authority).

Dans les années 1993, le gouvernement américain signe, via la NSF (National Science Foundation), un contrat de cinq ans avec NSI (Network Solution Inc.) permettant à cette entreprise de gérer l'enregistrement des noms de domaines de premier niveau, ainsi que d'opérer le serveur racine (A Root). Mais, en 1995 la NSF arrête de financer Internet, et le département du commerce des Etats-Unis permet alors à la NSI de demander des frais s'élevant à 35 dollars par an pour l'enregistrement d'un nom de domaine et quand Jon Postel propose de réunir l'IANA avec The Internet Society, l'idée est refusée brutalement autant par le gouvernement américain que par l'Union Européenne et des entreprises du secteur. Malgré tout cela, Jon Postel fonde en 1996 la société IAHC (International Ad Hoc Committee) qui réunit quant à elle plusieurs entités dont l'IANA, l'Internet Society, l'Internet Architecture Board, l'International Trademark Association ainsi que deux organisations des Nations Unies : l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Union internationale des télécommunications. L'objectif de cette nouvelle organisation est d'avoir un pouvoir décisionnel quant aux noms de domaines. Cette nouvelle organisation rencontre énormément de critiques et une forte pression de la part de l'administration Clinton qui propose la privatisation de la gestion du Système de noms de domaines. Le gouvernement américain laisse tout de même la porte ouverte aux acteurs extérieurs aux Etats-Unis en proposant que le conseil d'administration de la nouvelle entité soit internationalement composé. Ainsi, en 1998, l'administration Clinton, à travers le département du commerce des Etats-Unis organise des négociations et des consultations publiques internationales avec toutes les parties prenantes et dont le but est la formation de la nouvelle entité devant gérer le Système de noms de domaines. Jon Postel est chargé de recueillir les commentaires des participants et de

rédiger ce qu'on appelle le « livre blanc » qui mène le 30 septembre 1998 à la création de l'ICANN, contractuellement lié avec le département du commerce des Etats-Unis. Par l'intermédiaire du Governmental Advisory Committee, les gouvernements du reste du monde obtiennent la possibilité d'exercer une certaine influence sur les décisions prises par l'ICANN, mais, tout de même, ce comité n'est que consultatif. Au cours des années à venir, le lien très étroit entre l'ICANN et les Etats-Unis reste un sujet de tensions, car, à la création, il était prévu que le gouvernement se retire le plutôt possible et au plus tard le 30 septembre 2000.

Lorsque le 30 septembre 2009 le contrat liant l'ICANN au ministère du commerce américain prend fin, la pression internationale s'amplifie à nouveau, notamment par la voix de Viviane Reding de la commission européenne qui demande l'indépendance totale de l'organisation. Le gouvernement américain considère cependant que l'ICANN ne remplit pas les conditions nécessaires pour avoir son indépendance et conserve la tutelle de l'organisation. Le gouvernement donne tout de même le pouvoir au GAG (Governmental Advisory Committee) de former des commissions d'examen ayant la possibilité d'évaluer régulièrement les performances de l'ICANN vis-à-vis de ses engagements. Dans les années qui suivent, notamment en 2012 et 2013, les Etats-Unis se retrouvent devant un blocus exécuté par l'Inde, la Chine et la Russie afin de réclamer des droits égaux pour réguler Internet. Puis, en 2013, dans le contexte de l'affaire Snowden, l'ICANN elle-même réclame son affranchissement du gouvernement américain dans une déclaration cosignée avec neuf autres organisations avec une forte importance pour Internet comme le World Wide Web Consortium et l'Internet Society. Ce n'est qu'en 2014 que l'administration Obama annonce que le département du commerce des Etats-Unis ne renouvèlera pas son contrat avec l'ICANN, en imposant tout de même certaines conditions :

- L'ICANN ne doit pas être contrôlée par un autre Etat ou une organisation internationale
- Tous les acteurs d'Internet participent à la gouvernance de façon équilibrée
- Internet doit rester libre et ouvert à tous
- Les nouvelles instances doivent garantir la sécurité et la stabilité du système

Finalement, le 1^{er} octobre 2016, le contrat entre le gouvernement américain et l'ICANN expire et n'est plus renouvelé, marquant ainsi l'indépendance effective de l'ICANN et prends alors place dans le secteur privé.

Partie 2 : Attribution de domaine et conflits

Dans cette partie nous allons parler de l'attribution et de la gestion des noms de domaines ainsi que des conflits autour de ces noms.

L'ICANN est gère l'attribution des noms de domaines, c'est-à-dire quels domaines de premier niveau peuvent exister, mais aussi qui supervise ces noms de domaine. En effet, elle ne s'occupe pas de tous les sites internet. Par exemple pour le .fr c'est l'ICANN qui à créer le domaine, qui a donné la supervision du domaine à l'AFNIC et c'est cette dernière qui gère tous les sites ayant pour extension le .fr. Les principales organisations gérant des noms de domaine sont :

- Verisign qui gère les noms de domaines suivants : .com, .net, .name.
- PIR (Public Interest Registry) qui s'occupe du .org.
- l'IANA (Internet Assigned Numbers Authority) composante de l'ICANN gère les .int et .arpa.
- Donuts (entreprise privée) : gère près de 250 noms de domaine génériques.
- Afiliat (une autre entreprise privée) : .asia, .info, .mobi, .pro et un grand nombre de domaine de pays.
- Amazon et Google possède eux aussi un grand nombre de domaines.
- Toutes les organisations National gèrent le domaine associé à leur pays comme l'AFNIC pour le .fr.

L'ICANN est, comme dit précédemment, une organisation à but non lucratif, mais les organisations qui s'occupent de la vente et de l'enregistrement des noms de domaine sont, elles, des entreprises privées à but lucratif. Par exemple Verisign, l'organisation américaine basée en Virginie gère tous les sites en .com et est coté en bourse. En 2017 Verisign a fait 500 millions de dollars de bénéfice pour un peu plus de 1000 employés. Une personne ou une compagnie qui souhaite créer un site en .com doit payer des frais annuel d'au moins 8 dollars dont 7,85 dollars vont directement à Verisign et les 0,15 dollars restants vont à l'ICANN. Ce modèle économique a causé de nombreuses controverses, dernièrement le 13 Novembre 2019, l'association Internet Society propriétaire de la PIR souhaitait vendre le domaine .org pour 1,135 milliards de dollars. Cette opération a indigné beaucoup de propriétaires de .org craignant une augmentation du prix du nom de domaine. En effet la majorité des possesseurs de .org sont des entités à but non lucratif comme par exemple les associations et organisations internationales (ex : Amnesty). Cette transaction nécessitant une approbation de la part de l'ICANN a été suspendu par cette dernière le 20 avril 2019 et définitivement rejetée le 30 avril 2020. La raison du rejet avancé par l'ICANN est la suivante : « La récupération du domaine par une entité à but lucratif ne servent pas les intérêts de la communauté .org ».

Il existe un grand nombre de domaine, l'ICANN en a même crée plus de 1300 nouveaux en 2012 atteignant un total de 1511 nom de domaine car elle propose en 2010 la possibilité aux entreprise et structure publique d'avoir un nom de domaine personnalisé, la majorité de ces domaines sont générique tel que le .corsica ou .paris (pour ne citer que des exemples français) pour mettre en avant son attachement à ces villes. Mais beaucoup de ces noms de domaines sont possédés par de grandes entreprises privées. Il arrive qu'une entreprise

convoite un nom de domaine associé à un pays ou une zone géographique. Le conflit autour du nom de domaine amazon est un des plus parlants. Le .amazon domaine créé pour la compagnie Amazon et géré par cette même compagnie a engendré de nombreux conflits avec les pays sud-américain. Ces derniers avancent l'argument que ce nom fait référence à leur zone géographique ainsi qu'à toutes les communautés situées près du fleuve Amazone et devrait de ce fait leur appartenir. En 2019 soit plus de 6 ans après le début du conflit, l'ICANN a décidé de donner le nom de domaine à Amazon. En contrepartie l'entreprise ne peut héberger aucun site traitant de la culture ou de la région Amazonienne. Les pays d'Amérique du sud se voient aussi réservés certains noms de domaine pour un usage non commercial et uniquement améliorer la visibilité de cette région menacée. On retrouve par exemple le .bz.amazon pour le Brésil.

Une situation similaire en France s'est produite avec le .vin et .wine qui ont tous deux été vendus à Donut, compagnie américaine. Cette entreprise privée avait dans l'objectif de vendre des noms de domaine de vin d'appellation d'origine contrôlée au plus offrant ce qui n'a pas plu au vignoble français. L'union européenne porte plainte auprès de l'ICANN en 2014 qui était plutôt du côté de la compagnie américaine. Cette position de nouveau montre la faible confiance accordée à l'ICANN par l'Union Européenne. En effet, en 2014, les choix de l'ICANN sont encore très influencés par les entrepreneurs américains de la Silicon Valley. Les décisions de l'ICANN resteront sous influence américaine mais dans une moindre mesure même après la fin du contrat les liens au gouvernement nord-américain. Aujourd'hui l'ICANN s'efforce de parfaire son impartialité.

D'autres problèmes concernant certaines compagnies possédant des noms de domaines trop génériques tel que Amazon ayant le .book ou L'Oréal le .hair (en 2018, il ne le possède aujourd'hui plus) ou Google le .map. Ces noms de domaine procurent un monopole à chacune de ces entreprises en ne permettant pas aux entreprises concurrentes d'utiliser cette même extension de nom de domaine représentatif de leur activité.

Un grand nombre d'autres conflits de nom de domaine portent sur les religions. Par exemple l'Arabie Saoudite s'oppose à la création de nombreux domaines à connotation sexuelle tel que le .porn ou le .sexe. Ils ont aussi déposé une plainte sur le .islam car une entreprise privée ne devrait pas représenter l'ensemble des musulmans. L'Arabie Saoudite est aussi contre le .catholic demandé par le Vatican car il n'a pas le monopole de la religion catholique.

Aujourd'hui encore, l'ICANN est très critiquée pour son côté neutre mais toujours en faveur des grandes entreprises. Pour remédier à ce problème l'ICANN essaye d'être la plus transparente possible auprès du grand public en communiquant la totalité des réunions, décisions et agenda. Elle a aussi mis en place un système de consensus dans lequel la majorité des changements pris par l'ICANN sont discutés au sein d'une communauté de volontaires aux perspectives et intérêts différents afin d'atteindre un terrain d'entente et éviter de laisser l'ICANN seul sur le choix de changement majeur, or on verra que ce consensus n'est pas toujours respecté et que les communautés ne sont pas toujours consultées.

Partie 3 : Une gouvernance qui divise

Dans cette partie nous allons aborder la gouvernance de l'ICANN. Dans un premier temps, il faut savoir que l'ICANN n'a strictement aucun pouvoir sur l'application de loi, ce n'est pas une agence gouvernementale, elle n'a donc pas non plus le contrôle sur le contenu d'un site internet. Si un site internet contient des contenus illégaux tels que la vente de stupéfiants ou de produits illicites elle n'a aucun pouvoir. C'est aux agences de régulation de chaque pays de régler ces affaires. Cependant l'ICANN sera dans l'obligation d'appliquer les décisions prises par ces agences. Par exemple la fermeture d'un nom de domaine. Il en va de même si un site est victime de spam ou de phishing, l'ICANN n'a aucun pouvoir pour résoudre le problème. L'ICANN n'a pas non plus de pouvoir sur le choix des noms de domaine. Elle propose cependant des conseils pour faciliter le choix. Ce sont les registraires, c'est-à-dire les superviseurs de nom de domaine (comme Verisign) qui auront le droit de refuser la création d'un tel site. Chaque registraire disposant de son propre règlement, créer un site internet en .com ou en .fr ne sera pas soumis aux mêmes contraintes.

Le rôle de l'ICANN est principalement de réguler les registraires afin qu'il n'y ait pas de pratique abusive de la part de ces derniers ainsi que des utilisateurs. Ce sont majoritairement les registraires qui demandent à l'ICANN la création d'un nom de domaine mais il arrive que cela soit l'inverse. Dans les deux cas c'est l'ICANN qui a le dernier mot, c'est elle qui décide si ce nom de domaine peut être créé ou non et si son utilisation est en accord avec leur vision éthique. Enfin l'ICANN délègue les droits de vente à d'autres organisations : les registraires

La gouvernance de l'ICANN a constamment été remise en question. Premièrement lorsqu'elle était liée par contrat au gouvernement américain (avant 2016) causant des problèmes de conflits d'intérêt et donc un manque de neutralité et d'impartialité. Puis en 2016 lorsque l'ICANN devient indépendante et se sépare du gouvernement américain, de nombreuses personnalités et États américains tentent d'empêcher cela sans succès. De plus en 2016 le président des États-Unis Donald Trump se dit contre cette indépendance. Malgré cette indépendance, d'autres pays n'accordent toujours pas une confiance totale à l'organisation. Dans ces pays on retrouve principalement la France et d'autres pays de l'Union Européenne ainsi que les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique. La privatisation de l'ICANN est vue d'un très mauvais œil par ces pays car elle ne profiterait qu'au GAFA. En d'autres termes elle ne profiterait qu'à des entreprises américaines. La meilleure solution du point de vue de ces pays serait de faire de l'ICANN une organisation intergouvernementale et d'attribuer un régime d'extraterritorialité au siège de l'ICANN, afin de gérer définitivement les problèmes de neutralité liés à la législation américaine. Malgré les avancées en matière d'indépendance, l'ICANN reste au centre de nombreuses controverses. La dernière en date est en rapport avec le registraire Verisign. L'ICANN annonce avoir modifié le contrat les liant autorisant ainsi Verisign (détenteur du .com) à augmenter le prix du nom de domaine de 7% maximum tous les trois ans. Si on prend un exemple : supposons qu'en 2020 le prix soit augmenté de 7% alors durant les deux prochaines années 2021 et 2022, le prix restera inchangé. En fin en 2023 le prix pourra de nouveau être augmenté de 7%. Verisign a obtenue, par la même occasion, la possibilité d'avoir d'autres registraires affiliés à Verisign ce qui était impossible avant, ceci implique que Verisign peut maintenant vendre le nom de domaine .com par le biais d'une

autre compagnie ce qui favorise le monopole de détention du .com par un seul groupe. En contrepartie de ce contrat Verisign devra verser près de 20 millions de dollars sur 5 ans à l'ICANN dans le but d'améliorer la sécurité et la stabilité des DNS. Cette affaire a eu un fort retentissement auprès des utilisateurs car l'ICANN a pour habitude de consulter l'avis des utilisateurs et de rendre transparente toute décision avant de prendre une décision de la sorte. Cela est vu par les utilisateurs comme de la corruption car la décision a été prise dans le secret total. L'ICANN savait parfaitement qu'une augmentation des tarifs du .com n'aurait pas été acceptée par les utilisateurs. C'est pour cela que l'organisation a pris la décision seules de son côté.

Partie 4 : l'antenne française de l'ICANN : l'AFNIC

Dans cette partie nous focaliserons notre étude sur l'AFNIC en France. L'AFNIC est l'entité chargée de la gestion des noms de domaine uniquement au niveau français. C'est une association à but non lucratif de loi 1901. Elle est née en 1997 et continue les travaux de l'INRIA sur la gestion des noms de domaine depuis 1986. Son siège est situé à Montigny-le-Bretonneux dans les Yvelines. Le directeur général actuel est Pierre Bonis. Issu d'une formation littéraire, il a occupé plusieurs postes au sein du gouvernement en tant que conseiller du ministère de l'écologie et des transports, ou encore en tant que chef de l'équipe de communication du ministère des affaires étrangères. Les principaux autres membres de l'association sont les suivants :

- Caroline Duval-Fabre : Directrice achat et finance
- Régis Massé : Directeur technique des systèmes d'information
- Marianne Georgelin : Directrice juridique

L'AFNIC est composée de 80 collaborateurs ainsi que d'une centaine de membres. Ces membres sont regroupés en différentes familles. En premier on retrouve les membres fondateurs l'INRIA et l'Etat représenté par les ministères des télécommunications, de l'industrie et de la recherche. Ensuite on trouve les membres prestataires de service que l'on appelle plus communément les bureaux d'enregistrement. Viennent ensuite les personnes morales : les entreprises et les personnes physiques : les particuliers. Pour terminer il y a les membres correspondant, ce sont des associations ou des organisations internationales et les membres d'honneur (titre décerné par le conseil d'administration pour service rendu à l'association). En 2019 Le chiffre d'affaire de l'association est de plus de 17 millions d'euros ce qui représente une croissance de 4.7% par rapport à 2018. Les charges d'exploitations s'élèvent quant à elles à plus de 14 millions d'euros. La mission principale de l'AFNIC est la gestion des noms de domaine au niveau national. Elle dispose des noms de domaine suivant :

.fr pour les noms de domaine situés en France métropolitaine et la Corse
.re pour les noms de domaine La Réunion
.tf pour les noms de domaine des Terres australes et antarctiques françaises
.wf pour les noms de domaine de Wallis et Futuna
.yt pour les noms de domaine de Mayotte

.pm pour les noms de domaine de Saint-Pierre et Miquelon

Voici maintenant quelques dates importantes depuis la création de l'association. Le 20 Juin 2006 est une date importante pour l'AFNIC car elle correspond à l'ouverture du .fr aux particulier. Ce qui n'était pas le cas avant car le nom de domaine était réservé aux associations, aux professionnels et aux organismes publics. Seulement deux ans après cette date, l'AFNIC enregistre le millionième nom de domaine en .fr. En 2011 le 2 millionième nom de domaine en .fr est enregistré et fin 2016 le .fr atteint les trois millions d'enregistrements. En 2018 l'AFNIC devient l'opérateur des noms de domaine .museum pour l'ICOM, le conseil international des musées.

L'AFNIC a été critiquée à ses débuts pour le monopole sur la gestion et l'attribution des noms de domaine ainsi que la rigidité des procédures d'enregistrement d'un nom de domaine. En réponse à ces critiques est ce jusqu'à aujourd'hui, l'AFNIC réalise des efforts important pour simplifier et ouvrir l'enregistrement des noms de domaine à tous. Si on reprend l'exemple du .fr, il a été créé en 1986 et était réservé à quelques privilégiés. En 2006, tout citoyen français résidant en France peut enregistrer son propre nom de domaine. Depuis 2010, tout citoyen français peut enregistrer un nom de domaine en .fr. Cet exemple est un des plus importants car il est à l'échelle nationale mais il en existe d'autres par exemple le .bzh, le .alsace qui ont tous deux bénéficié d'un assouplissement des règles d'enregistrement.

Maintenant que nous avons vu l'AFNIC dans les grandes lignes, nous allons nous intéresser aux procédures pour enregistrer un nom de domaine ainsi que les procédures mise en place pour régler un conflit entre deux partis.

Le choix du nom de domaine est surtout basé sur l'optimisation de l'expérience des utilisateurs, on préférera un nom de domaine court et non composé à un nom de domaine comprenant uniquement des consonnes. Il n'est pas obligatoire de suivre les recommandations de l'AFNIC mais cela aide grandement à la bonne visibilité du nom de domaine. Cependant certains termes sont soumis à un examen préalable. Cet examen permet dans un premier temps de s'assurer que le terme choisi ne porte pas atteinte à l'ordre public ou à des droits garantis par la Constitution ou la loi. Le second objectif de l'examen est de vérifier que le terme ne porte pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou qu'il n'est pas identique ou apparenté au nom de la République Française ou d'une collectivité territoriale (sauf intérêt légitime). L'AFNIC met à disposition une liste des termes soumis à un examen préalable. Cette liste regroupe des noms de domaine comme : « bombe », « délit », « satan », « casque-bleu », « w3s », « torture » et bien d'autres encore plus sordides les uns que les autres. La liste des termes disponible publiquement sur le site de l'AFNIC ne comprend qu'une petite partie des termes soumis à examen car la liste complète contient des termes susceptibles de heurter la sensibilité du public. La liste complète est accessible uniquement via une demande explicite et justifiée à l'association.

Nous avons donc vu que l'examen préalable des termes présents dans le nom de domaine est la seule et unique contrainte stricte fixée par l'AFNIC. Cependant il est possible qu'un nom de domaine soit sujet à conflit. Dans ce cas, l'AFNIC propose trois procédures.

Dans un premiers temps l'association propose une résolution du conflit à l'amiable qui peut s'avérer plus simple et plus rapide qu'une procédure complète. Si la tentative de résolution à échouée alors il existe deux autres procédures appelées PARL (Procédure Alternative de Résolution de Litiges). La première, la procédure SYRELI mise en place depuis 2011 requiert 250€ de frais de procédure. Elle permet à un requérant ou à un tiers mandaté par ce dernier de demander la suppression ou la transmission d'un nom de domaine dans un délai de deux mois. La procédure se déroule comme suit : le requérant dépose une demande sur la plateforme en ligne de l'AFNIC. Le requérant doit prouver qu'il dispose d'un intérêt à agir et que le nom de domaine porte atteinte à l'ordre public, ou à la propriété intellectuelle ou à toute autre condition détaillée dans l'article 45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques. Le titulaire du nom de domaine doit quant à lui déposer en ligne et sous 21 jours une justification en réponse à la demande émise. Cette justification doit permettre au titulaire de prouver son intérêt légitime et sa bonne foi lors de l'enregistrement du nom de domaine. La décision est rendue par un collège de L'AFNIC et est la seule entité statuant sur le conflit. Le collège est composé de trois membres titulaires et trois suppléants nommé par le conseil d'administration. La décision est rendu uniquement sur la base des formulaires de demandes et de réponses des requérant et titulaires. La décision est rendue par le directeur général à la majorité du conseil et selon le règlement du SYRELI.

La seconde procédure, PARL Expert, est quasiment identique à la première a quelques détail près. Les frais de procédure s'élèvent à 1500 euros, 500 pour le Centre d'arbitrage et 1000 pour les honoraires des experts. Les expert sont au nombre de 12 (liste renouvelée en Juin 2019). Un expert est choisi pour une mission s'il n'a aucun lien ou proximité avec le conflit et qu'il dispose des compétences pour le dossier. Si ce n'est pas le cas il ne sera pas nommé. Comme dans la première procédure les deux partis doivent déposer respectivement une requête et une justification. La justification doit être envoyée, comme dans la première procédure, dans un délai de 21 jours. Après ce délai un expert doit être nommé sous 7 jours. L'expert dispose ensuite de 12 jours pour rendre sa décision. L'AFNIC reçoit la décision et la fait parvenir aux deux partis dans un délai de 3 jours. L'exécution de la décision se fait sous 60 jours sauf si une procédure judiciaire est en cours. La décision est ensuite publiée sur le site de l'AFNIC.

Après avoir vu les procédures de gestion de conflit nous allons examiner rapidement un rapport de procédure Expert concernant le nom de domaine <sanofivaccinocovid19.fr> datant de 2020. Le rapport de la procédure est disponible à tous sur le site de l'AFNIC.

Le Requérant dans cette affaire est l'entreprise SANOFI représentée par un cabinet spécialisé en marques et brevets, le cabinet Marchais & Associés. Le nom de domaine en question a été enregistré le 14 mai 2020 via le bureau d'enregistrement OVH. Le titulaire de ce nom de domaine est un particulier Monsieur H. Le requérant a déposé une demande sur le site du service en ligne PARL Expert. Cette demande a été reçue par l'AFNIC le 27 juillet 2020. L'AFNIC et le centre d'arbitrage de l'OMPI (l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle) ont validé cette demande car :

- Le formulaire de demande était complet
- Les frais de procédure ont été réglés

- Le nom de domaine est enregistré
- Le nom de domaine est enregistré ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011
- Le nom de domaine n'est pas l'objet d'une procédure judiciaire en cours.

L'AFNIC procède donc au gel des opérations sur le nom de domaine. Le requérant justifie son intérêt à agir par le fait que le nom de domaine du titulaire reprend l'orthographe exacte de la marque. Il précise aussi les points suivants :

- Le nom de domaine porte atteinte à une propriété intellectuelle la marque SANOFI qui est déposée. SANOFI est une entreprise à stature mondiale, présente dans de très nombreux pays. Pour se justifier, le requérant donne la liste des noms de domaine lui appartenant ils sont tous de la forme <sanofi.[extTLD]>
- Le requérant précise que dès lors qu'il a vu que le nom de domaine avait été enregistré, il a aussitôt pris les mesures adéquates en demandant la levée de l'anonymat des données du titulaire du nom de domaine, et en envoyant une mise en demeure au titulaire en demandant la transmission du nom de domaine, sans réponse. Le requérant a alors lancé une procédure PARL Expert.
- La mauvaise foi du titulaire est justifiée par le requérant par le fait que le nom du titulaire n'est en aucun cas affilié avec une quelconque activité autorisée par de l'entreprise SANOFI. Le requérant ajoute que le site redirige vers un site parking sans contenu. Ce type d'utilisation redirigeant un utilisateur en utilisant un nom de marque connu de tous vers un site vide a déjà été jugé comme utilisation de mauvaise foi dans de nombreux jugements rendu par l'OMPI et l'AFNIC.

Le titulaire du nom de domaine n'a pas adressé de réponse par le biais de la plateforme en ligne PARL Expert. L'expert a estimé que le titulaire, résidant en France, ne pouvait ignorer les droits du requérant. Après analyse des justifications avancées par le requérant, l'expert conclut que le titulaire a enregistré le nom de domaine dans le seul but de profiter de la renommée du requérant en créant une confusion dans l'esprit du consommateur. L'AFNIC valide la décision de l'expert et décide de valider la transmission du nom de domaine qui sera effective 15 jours après la notification de la décision aux parties.

Conclusion

L'ICANN est passé depuis sa création en 1997, jusqu'à aujourd'hui, du statut d'organisation nationale américaine au statut d'organisation internationale. L'organisation a réussi à se détacher non sans mal du gouvernement américain mais manque encore d'indépendance, l'organisation étant toujours située sur le territoire américain (d'un point de vue légal). Nous avons vu que l'ICANN est une organisation clé du bon fonctionnement d'internet mais on peut cependant se poser des questions concernant l'évolution de son statut. Sera-t-elle un jour totalement indépendante du gouvernement américain ? Et qu'en est-il des pays sous représentés dans les décisions de l'ICANN comme l'Afrique et l'Asie ? Verra-t-on un jour l'ICANN passer au statut d'organisation intergouvernementale comme l'ONU ? Ou doit-on se résoudre à un internet régi par les GAFA américains ?

Bibliographie